



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 28 FÉVRIER 2020**

L'an deux mille vingt , le vingt huit février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

BESCOND Yvon (pouvoir à PAGE Marie-Renée)  
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à PONT Annie)  
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)  
ROUBY Solenn (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)  
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

### **Absents**

SERGEANT André, OLLIVIER Muriel

Conseil de Communauté du 28 février 2020  
Délibération n°DCC2020\_059

<b>Objet</b>	<b>Droit de Préemption Urbain (DPU) : institution d'un nouveau périmètre suite à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Urbanisme
Thème	Urbanisme

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) a été approuvée lors du conseil de Communauté du 28 février 2020.

Compte-tenu de l'approbation de ce nouveau document d'urbanisme, il convient d'instituer un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2015, la Communauté est compétente en matière de 'plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale'. Au titre de l'article L.211-2 du code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain. Il appartient donc à la Communauté de délibérer à ce sujet.

Le Droit de Préemption Urbain est un outil foncier permettant de se porter acquéreur, par priorité, à l'occasion de toute aliénation à titre onéreux d'un immeuble bâti ou non bâti situé dans des périmètres préalablement institués par délibération et dont l'acquisition se justifie dans le cadre d'objectifs motivés.

Ainsi, il est proposé d'instituer le DPU sur la nouvelle délimitation de l'ensemble des zones urbaines (zones U) et des zones à urbaniser (zones AU) du PLUi.

La mise en place du Droit de Préemption Urbain doit ainsi permettre de constituer des réserves foncières et acquisitions dans le but notamment de :

- mettre en place une politique foncière à l'échelle du territoire ;
- contribuer à la mise en œuvre du PLUi et des projets urbains des communes ;
- contribuer à la politique locale de l'habitat ;
- permettre le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques et des services ;
- accompagner le développement des équipements ou aménagements collectifs ou d'intérêt général ;
- permettre le développement des loisirs et du tourisme.

L'institution de ce nouveau périmètre ne modifie pas l'exercice du Droit de Préemption Urbain défini dans le cadre de la délibération n° 2015-155 en date du 11 décembre 2015, à savoir que la Communauté demeure compétente en la matière et peut déléguer, à leur demande et au cas par cas, la capacité de préemption à la Commune ou à un autre délégataire du DPU (syndicat, EPF...).

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les articles R.211-1 et suivants,

Vu la délibération n° 2015-155 du conseil de Communauté en date du 11 décembre 2015 déléguant le Droit de Préemption Urbain au Président,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé par délibération du conseil de Communauté en date du 28 février 2020,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 17 février 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 11 février 2020

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Institue le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (zones U) et des zones à urbaniser (zones AU) du PLUi approuvé le 28 février 2020, dont le périmètre est précisé aux plans annexés à la présente délibération.

**Article 2 :** la présente décision fera l'objet des mesures de publicité prévues par l'article R. 211-2 du code de l'urbanisme.